



Dr. iur. Albert Roger Njome Ekango

Date de naissance: 28/08/1971 | **Nationalité:** Allemande | **Numéro de téléphone:**

(+49) 1604758058 (Tél. mobile) | **Adresse électronique:** a_njome_ekango@hotmail.com |

Adresse: Holzlarer Str., 36, 53229, Bonn, Allemagne (Travail)

● JE ME PRÉSENTE

Expert Régulation de la Transformation Numérique / Expert Juridique-Réglementaire / Droit des Affaires OHADA / Gestion de Projet

Expert international avec plus de 25 ans d'expérience dans le conseil, dans plus de 35 pays, avec accent sur les stratégies juridiques et réglementaires, les stratégies de libéralisation et de réforme du secteur, la réglementation numérique, la protection des données, les modèles de gouvernance des infrastructures à large bande, la réglementation de la concurrence, la due diligence juridique et réglementaire, la conception de cadres juridiques et réglementaires, et la comptabilité analytique réglementaire, associé à une connaissance approfondie du droit des affaires harmonisé/intégré OHADA.

Principales qualifications :

- +25 ans d'expérience dans le conseil, notamment dans le secteur des communications électroniques ;
- +16 ans d'expérience internationale dans le conseil en management ;
- 5 ans d'expérience professionnelle en conseil juridique (cabinet d'avocats)
- +15 ans de gestion de projets stratégiques complexes de grande envergure impliquant plusieurs parties prenantes (opérateurs, gouvernements, autorités de régulation, institutions internationales et investisseurs) au niveau international
- +25 ans d'expérience professionnelle internationale dans plus de 35 pays (Europe, Afrique, MENA, APAC)
- Gestion et suivi de projets
- Expert en conception de politiques et stratégies sectorielles nationales TIC
- Conception de cadres juridiques/réglementaires propices à l'économie numérique
- Régulation numérique: services numériques, marchés numériques et concurrence
- Défis juridiques et réglementaires pour les services numériques et l'économie numérique
- Questions réglementaires liées au e-gouvernement et à la cybersécurité
- Réglementation de la protection des données personnelles et gestion de la conformité réglementaire
- Assistance aux gouvernements et autorités de régulation en révision et conception juridiques/réglementaires (cadres réglementaires des TIC)
- Stratégies juridiques et réglementaires pour gouvernements, régulateurs, institutions internationales, investisseurs et opérateurs
- Réforme et rédaction du cadre juridique et réglementaire, sur la base de due diligence réglementaire et analyse de faisabilité
- Due diligence RH&ORG (KPI de productivité du personnel)
- Principes généraux de la comptabilité analytique réglementaire et de reporting réglementaire
- Conception de stratégies de lobbying pour entreprises auprès des décideurs
- Gestion intérimaire des affaires réglementaires pour les opérateurs
- Conception et gestion des processus d'appels d'offres internationaux (DAO, pré-qualification, évaluation, contractualisation)
- Formation du personnel et transfert de connaissances
- Stratégies de négociation et conception de contrats et soutien post-contractuel
- Développement des affaires, préparation des offres, acquisition de projets et gestion de la relation client.
- Conférencier principal et panéliste lors de conférences internationales
- Conception et animation d'ateliers
- Analyse de la situation, benchmark, analyse des écarts et de l'impact et conception de solutions
- Cadre institutionnel et normatif de l'OHADA (normes/actes uniformes et institutions de l'OHADA)
- Droit des affaires harmonisé/intégré OHADA (droit commercial général, sociétés commerciales, sûretés, recouvrement et voies d'exécution, entreprises en difficulté/faillite, arbitrage et médiation, droit du transport de marchandises par route)
- Gouvernance des Entreprises OHADA – Administration des entreprises (formes légales de sociétés commerciales, parties prenantes de l'entreprise, administrateurs et dirigeants sociaux, comptabilité et information financière, contrôle/répression dans la gouvernance des entreprises,
- Intelligence économique (IE), gouvernance et plan stratégique de communication dans l'espace OHADA



- Ethique des affaires (Conformité, RSE...) dans l'espace OHADA

● **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

CONSULTANT INTERNATIONAL INDÉPENDANT (QUESTIONS JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES) – 01/12/2024 –

En cours – BONN, ALLEMAGNE

Adresse: Holzlarer Str. 36, 53229, Bonn, Allemagne

- +25 ans d'expérience dans le conseil, notamment dans le secteur des communications électroniques ;
- +16 ans d'expérience internationale dans le conseil en management ;
- 5 ans d'expérience professionnelle en conseil juridique (cabinet d'avocats)
- +15 ans de gestion de projets stratégiques complexes de grande envergure impliquant plusieurs parties prenantes (opérateurs, gouvernements, autorités de régulation, institutions internationales et investisseurs) au niveau international
- +25 ans d'expérience professionnelle internationale dans plus de 35 pays (Europe, Afrique, MENA, APAC)
- Gestion et suivi de projets
- Expert en conception de politiques et stratégies sectorielles nationales TIC
- Conception de cadres juridiques/réglementaires propices à l'économie numérique
- Régulation numérique: services numériques, marchés numériques et concurrence
- Défis juridiques et réglementaires pour les services numériques et l'économie numérique
- Questions réglementaires liées au e-gouvernement et à la cybersécurité
- Réglementation de la protection des données personnelles et gestion de la conformité réglementaire
- Assistance aux gouvernements et autorités de régulation en révision et conception juridiques/réglementaires (cadres réglementaires des TIC)
- Stratégies juridiques et réglementaires pour gouvernements, régulateurs, institutions internationales, investisseurs et opérateurs
- Réforme et rédaction du cadre juridique et réglementaire, sur la base de due diligence réglementaire et analyse de faisabilité
- Due diligence RH&ORG (KPI de productivité du personnel)
- Principes généraux de la comptabilité analytique réglementaire et de reporting réglementaire
- Conception de stratégies de lobbying pour entreprises auprès des décideurs
- Gestion intérimaire des affaires réglementaires pour les opérateurs
- Conception et gestion des processus d'appels d'offres internationaux (DAO, pré-qualification, évaluation, contractualisation)
- Formation du personnel et transfert de connaissances
- Stratégies de négociation et conception de contrats et soutien post-contractuel
- Développement commercial et acquisition de projets
- Conférencier principal et panéliste lors de conférences internationales
- Conception et animation d'ateliers
- Analyse de la situation, benchmark, analyse des écarts et de l'impact et conception de solutions
- Cadre institutionnel et normatif de l'OHADA (normes/actes uniformes et institutions de l'OHADA)
- Droit des affaires harmonisé/intégré OHADA (droit commercial général, sociétés commerciales, sûretés, recouvrement et voies d'exécution, entreprises en difficulté/faillite, arbitrage et médiation, droit du transport de marchandises par route)
- Gouvernance des Entreprises OHADA – Administration des entreprises (formes légales de sociétés commerciales, parties prenantes de l'entreprise, administrateurs et dirigeants sociaux, comptabilité et information financière, contrôle/répression dans la gouvernance des entreprises,
- Intelligence économique (IE), gouvernance et plan stratégique de communication dans l'espace OHADA
- Ethique des affaires (Conformité, RSE...) dans l'espace OHADA

SENIOR MANAGER – DETECON INTERNATIONAL GMBH – 01/09/2008 – 30/11/2024 – COLOGNE, ALLEMAGNE

- Législation et réglementation du numérique : cadre réglementaire propice à l'économie numérique.
- Défis juridiques et réglementaires pour les services numériques et l'économie numérique, incl. plateformes numériques.
- Stratégies juridiques et réglementaires pour les autorités de régulation et les opérateurs.
- Rédaction du cadre légal-réglementaire.
- Conception et gestion des processus concurrentiels d'appel d'offres internationaux.
- Préparation des offres et gestion des processus d'appels d'offres (DP).
- Développement des affaires, acquisition de projets et gestion de la relation client.
- Protection des données à caractère personnelle.
- Promotion d'infrastructure haut débit ; Partenariats public privé pour financement d'infrastructures essentielles.



- Restructuration de l'opérateur historique des télécommunications.
- Partage d'infrastructures et optimisation des coûts opérationnels ; régulation tarifaire ; régulation d'opérateurs dominants SMP. séparation structurelle d'opérateurs d'infrastructure.
- Modélisation des coûts et analyse de la rentabilité pour la conception de stratégies commerciales.
- Stratégies de négociation, conception de contrats, gestion et suivi de projets.

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES – CELTEL INTERNATIONAL B.V. (ZAIN) – 01/04/2007 – 30/06/2008 – ANTANANARIVE, MADAGASCAR

- Organisation et gestion des affaires réglementaires de l'opérateur;
- Gestion de la conformité réglementaire, suivi/évaluation et analyse d'impact ;
- Accompagnement des départements opérationnels au développement d'opportunités d'affaires

CONSEILLER TECHNIQUE / DIRECTEUR DU PROJET – SERVICE ALLEMAND DE DÉVELOPPEMENT (DED) – 16/05/2005 – 31/03/2007 – OUAGADOUGOU, BURKINA

- Processus de stratégie CSLP (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté)
- Conception, gestion et suivi d'impact du projet
- Stratégies de plaidoyer et de lobbying pour les organisations de la société civile

CONSEILLER TECHNIQUE AUX AFFAIRES PUBLIQUES INTERNATIONALES – GROUPE DEUTSCHE TELEKOM (SIÈGE) – 01/04/2005 – 15/05/2005 – BONN, ALLEMAGNE

- Réglementation internationale des télécommunications
- Relations publiques internationales et positionnement stratégique de l'entreprise

CONSULTANT INDÉPENDANT AUX AFFAIRES PUBLIQUES ET RÉGLEMENTAIRES – T-MOBILE INTERNATIONAL (SIÈGE) – 01/09/2004 – 28/02/2005 – BONN, ALLEMAGNE

- Affaires publiques et réglementaires, positionnement stratégique auprès des autorités de régulation
- Supervision et accompagnement réglementaire des filiales européennes

ASSISTANT DE RECHERCHE – DIRECTEUR DE PROJET – CENTRE D'ETUDES SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE (ZEI) – 01/06/2002 – 31/12/2004 – BONN, ALLEMAGNE

- Réglementation nationale et internationale des communications électroniques
- Gestion de projet de transfert de connaissances entre experts en télécoms (Israël/Territoires Palestiniens, financé par GTZ)

CONSEILLER JURIDIQUE AUX AFFAIRES EUROPÉENNES – MINISTÈRE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT (BMZ) – 01/10/2002 – 31/03/2003 – BONN, ALLEMAGNE

- Conseil stratégique et positionnement sur les affaires européennes
- Expertises juridiques sur le projet de Constitution européenne

CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION EN STAGE PROFESSIONNEL À LA MAGISTRATURE – ÉTAT LIBRE DE SAXE – 01/01/1999 – 31/12/2001 – DRESDE, ALLEMAGNE

- Assistance aux juges, avocats et du ministère public
- Rédaction de jugements et de mémoires judiciaires

CONSULTANT INDÉPENDANT – DROITS CIVIL ET ADMINISTRATIF – ETUDE MAÎTRES ROTTMANN & ASSOCIÉS (CABINET D'AVOCATS) – 01/01/1996 – 31/05/2001 – LEIPZIG, ALLEMAGNE



- Service de conseil à la clientèle
- Conseils juridiques, procédures judiciaires, mémoires judiciaires et projets de mémoires

ÉDUCATION ET FORMATION

10/01/2025 – 16/12/2025 Paris, France

DIPLÔME INTER-UNIVERSITAIRE JURISTE OHADA Université Sorbonne Paris Nord

Adresse 99 Av. Jean Baptiste Clément, Villetaneuse, 93430 , Paris, France |

Site web www.assas-universite.fr/fr/diplome-interuniversitaire-juriste-ohada |

Domaine d'études Commerce, administration et droit non définis, Gestion et administration, Comptabilité et fiscalité, Commerce et administration non classés ailleurs, Droit, Programmes interdisciplinaires et certifications impliquant le commerce, l'administration et le droit, Commerce, administration et droit non classés ailleurs

Niveau CEC Niveau 8 CEC

30/09/2024 – 17/10/2025 Porto-Novo, Bénin

DIPLÔME DE SPÉCIALITÉ EN GOUVERNANCE DES ENTREPRISES – OPTION ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (DSGE-AE) Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA)

Adresse Ouando, Carrefour Cinquantenaire, Route de Pobè, 02 B.P. 353 , Porto-Novo, Bénin | **Site web** <https://enf.ersuma.org/> |

Domaine d'études Comptabilité et fiscalité, Gestion et administration, Droit, Programmes interdisciplinaires et certifications impliquant le commerce, l'administration et le droit, Compétences professionnelles, Commerce et administration non classés ailleurs

Niveau CEC Niveau 8 CEC

01/10/1997 – 31/12/2001 Leipzig, Allemagne

DOCTORAT EN DROIT (DR. IUR.) Université de Leipzig

Site web <https://www.uni-leipzig.de/> | **Niveau CEC** Niveau 8 CEC

01/01/1999 – 31/12/2001 Dresde, Allemagne

DEUXIÈME DIPLÔME D'ETAT EN DROIT - APTITUDE À LA MAGISTRATURE Cour d'appel de Dresde

Site web <https://www.justiz.sachsen.de/olg/> | **Niveau CEC** Niveau 7 CEC

01/10/1992 – 31/07/1997 Leipzig, Allemagne

PREMIER DIPLÔME D'ETAT EN DROIT Université de Leipzig

Site web <https://www.uni-leipzig.de/> | **Niveau CEC** Niveau 6 CEC

COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

Langue(s) maternelle(s): **FRANÇAIS**

Autre(s) langue(s):

	COMPRÉHENSION		EXPRESSION ORALE		ÉCRIT
	Compréhension orale	Compréhension écrite	Expression orale en continu	Interaction orale	
ANGLAIS	C2	C2	C2	C2	C2
ALLEMAND	C2	C2	C2	C2	C2

Niveaux: A1 et A2: utilisateur de base; B1 et B2: utilisateur indépendant; C1 et C2: utilisateur expérimenté

COMPÉTENCES

YouTube | Outlook | Power Point | whatsapp | Microsoft Word | Microsoft Office | Microsoft Powerpoint | Microsoft Excel

PROJETS

20/01/2025 – 08/01/2026

Étude réglementaire de l'écosystème numérique afin de garantir un cadre réglementaire favorable aux initiatives numériques du pays

Client:

- Délégation de l'Union Européenne (UE) au Nigéria
- Bénéficiaire : Ministère Fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie Numérique (FMCIDE)

Pays:

- Nigéria

Poste occupé:

- Chef d'équipe et Expert Juridique-Réglementaire

Tâches principales:

- Activités de lancement, incluant des recherches documentaires et des réunions avec les principaux acteurs institutionnels du pays afin d'échanger et de recueillir leurs attentes.
- Évaluation de la situation actuelle (examen approfondi des réglementations, politiques et cadres existants régissant l'économie numérique du pays, notamment ceux liés au déploiement et à l'exploitation des infrastructures de fibre optique, aux télécommunications, à la protection des données, à la cybersécurité, au commerce électronique et aux services financiers numériques).
- Analyse comparative internationale du cadre réglementaire du pays par rapport aux meilleures pratiques mondiales en matière de réglementation des infrastructures numériques.
- Analyse des lacunes et des défis : identification des lacunes, des chevauchements et des défis du cadre réglementaire du pays susceptibles d'entraver le déploiement des infrastructures de fibre optique et d'autres initiatives en faveur de l'économie numérique.
- Modèles de sociétés à vocation spécifique (SPV) et réglementation des SVP (options de création d'une SPV en partenariat public-privé (PPP) pour le déploiement et la gestion des infrastructures de fibre optique à l'échelle nationale, analyse des limitations réglementaires applicables à la gestion des actifs publics par les SPV et recommandations d'ajustements réglementaires nécessaires).
- Mobilisation des parties prenantes, incluant des consultations avec les principaux acteurs (institutions, acteurs du marché, bailleurs de fonds internationaux, etc.).
- Recommandations de réformes réglementaires et de politiques visant à améliorer le cadre de l'économie numérique, en mettant l'accent sur l'accélération du déploiement de la fibre optique. Expansion de l'infrastructure optique, renforcement de la concurrence et promotion de l'innovation.
- Analyse d'impact réglementaire, notamment sur l'impact des réformes réglementaires recommandées sur les principales parties prenantes (gouvernement, acteurs du marché privé et consommateurs).
- Rapport d'évaluation réglementaire synthétisant les conclusions de l'analyse du contexte réglementaire, identifiant les principaux défis et leurs implications pour le projet gouvernemental d'infrastructure de fibre optique à l'échelle nationale
- Document d'examen réglementaire analysant la réglementation existante et les modifications proposées afin de créer un environnement favorable à l'expansion de l'infrastructure numérique, en tenant compte notamment des risques de litiges avec le secteur privé.
- Rapport sur la stratégie en matière de licences et de concurrence présentant les modifications proposées aux cadres de licences et à la réglementation de la concurrence, ainsi que des recommandations pour garantir des pratiques de marché équitables.
- Suivi des progrès (travaux en cours relatifs aux analyses à réaliser dans le cadre du projet).
- Activités de clôture, y compris la remise des rapports finaux

01/12/2023 – 31/03/2024

Appui à quatre (04) filiales du Groupe Axian Telecom (Madagascar, Sénégal, Tanzanie et Togo) sur la comptabilité analytique réglementaire

Client:

- Groupe Axian Telecom, EAU

Pays:

- Madagascar, Sénégal, Tanzanie and Togo

Poste occupé:

- Chef de projet / Expert juridique et réglementaire

Tâches principales:

- Appui à quatre (04) filiales du Groupe Axian Telecom (Madagascar, Sénégal, Tanzanie et Togo) sur la comptabilité analytique réglementaire
- Étude et synthèse du cadre réglementaire pertinent et des exigences en matière comptabilisation des coûts, de séparation comptable et de reporting réglementaire y afférent dans chacune des 4 pays d'opération.



- Revue et évaluation du niveau de maturité des pratiques réglementaires internes actuelles de comptabilité analytique dans chacune des 4 filiales
- Revue de la pratique interne de séparation comptable dans chacune des 4 filiales
- Revue des états de synthèse de la comptabilité analytique réglementaire (reporting réglementaire) dans chacune des 4 filiales
- Renforcement des capacités internes, y compris la formation du personnel concerné dans chacune des 4 filiales sur les principes généraux de comptabilisation des coûts réglementaires.
- Recommandations de bonnes pratiques sur la conception et la mise en place d'un département de comptabilisation de coûts réglementaires au niveau du groupe Axian Telecom

01/06/2023 – 31/08/2023

Assistance technique pour la transformation numérique à Madagascar

Client:

- Banque Européenne d'Investissement (BEI) (bénéficiaire: Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications, Madagascar)

Pays:

- Madagascar

Poste occupé:

- Expert juridique et réglementaire, Protection des données et vie privée

Tâches principales:

- Schéma directeur et étude de faisabilité portant sur la modernisation des systèmes d'information de l'administration publique de Madagascar
- Etat des lieux des Systèmes d'Information (SI) actuels
- Revue des axes stratégiques de développement numérique et les objectifs stratégiques et opérationnels de l'état
- Identification des acteurs clés de l'écosystème
- Initiatives en cours dans le domaine du numérique
- Cadre réglementaire de la protection des données et alignement avec la norme européenne (RGPD)
- Cadre réglementaire de la protection des données à Madagascar
- Cadre réglementaire de la protection des données dans l'UE
- Alignement de Madagascar sur l'UE : Analyse comparative et identification des écarts Recommandations sur les mesures pour permettre au cadre malgache de faciliter l'orientation numérique du pays et assurer l'alignement à la norme Européenne

01/05/2023 – 30/09/2024

Audit (inventaire et évaluation) du réseau de fibre optique de l'État du Sénégal, gérée et exploitée par Sénégal Numérique SA ("SENUM")

Client:

- Ministère en charge de la Communication, des Télécommunication et du Numérique (MCTN) (pour Sénégal Numérique S.A.(SENUM), société nationale de réseau)

Pays:

- Sénégal

Poste occupé:

- Expert juridique et réglementaire

Tâches principales:

- Inventaire et évaluation du patrimoine d'infrastructures géré et exploité par SENUM, notamment les réseaux de fibre optique et autres infrastructures de télécommunications (« réseau SENUM »)
- Analyse des aspects juridiques et réglementaires relatifs au réseau SENUM et aux activités SENUM y afférentes, notamment les réglementations nationales pertinentes, les actifs de l'entreprise liés au réseau de fibre optique, les accords d'interconnexion, les accords de financements et éventuels contentieux de l'entreprise, son passif et ses engagements juridiques envers l'Etat et les partenaires extérieurs (Volet n°2 de la mission);
- Rapport juridique et réglementaire
- Contribution à l'atelier stratégique sur le Modèle Opérationnel Cible (Target Operating Model - TOM) de l'entreprise
- Évaluation de la faisabilité du projet de TOM de l'entreprise au regard des exigences légales et réglementaires (au sein du Volet n°4 de la mission)

01/04/2023 – 31/08/2024

Régulation de l'accès aux stations d'atterrissage de câbles sous-marins (SCLS) afin de faciliter les services de connectivité internationale au Qatar

Client:

- Autorité de régulation des communications (CRA) du Qatar

Pays:

- Allemagne et Qatar

Poste occupé:

- Chef de projet/Expert juridique et réglementaire

Tâches principales:

- Gestion globale du projet
- Analyse juridique et réglementaire incluant des approches réglementaires pour garantir un accès non discriminatoire au SCLS dans le pays au moyen d'une offre de référence
- Collecte et revue de données pertinentes (documents juridiques et réglementaires nationaux, documents internationaux sur la réglementation de l'accès au SCLS, interaction avec les parties prenantes concernées)
- Analyse de la réglementation nationale (cadre existant au Qatar pour l'accès au SCLS ; identification des aspects réglementaires pertinents en ce qui concerne l'accès au SCLS ; évaluation des contributions pertinentes des réunions avec les parties prenantes)
- Analyse des expériences internationales (approches internationales de régulation SCLS et identification des meilleures pratiques de régulation d'accès SCLS)
- Évaluation du cadre du Qatar par rapport aux meilleures pratiques, identification des lacunes réglementaires et des modifications à envisager pour le Qatar.
- Recommandations pour l'approche du Qatar visant à traiter de manière adéquate l'accès aux infrastructures nationales (goulot d'étranglement) afin de faciliter la connectivité internationale, y compris également l'option appropriée d'une offre d'accès de référence
- Conception d'une offre d'accès de référence ; Consultation publique et finalisation du document réglementaire

01/03/2023 – 30/09/2023

Assistance au processus des licences : demande de licence de télécommunications de classe I (licence fixe pour déployer et fournir des services à large bande fixe)

Client:

- Vodafone Oman

Pays:

- Allemagne et Oman

Poste occupé:

- Chef de projet / Expert en processus et réglementation relatifs aux licences

Tâches principales:

- Gestion globale du projet ;
- Examen du dossier de décision de l'opérateur (par exemple, les données financières pour les opérations sur 5 ans) ;
- Examen des stratégies de concurrence ou de toute exigence supplémentaire soulevée par les lignes directrices de l'Autorité de Régulation des Télécommunications (TRA) ;
- Aide à la préparation et au dépôt du formulaire de candidature auprès de la TRA ;
- Prise en compte des critères d'évaluation de l'EMR ;
- Conformité aux lignes directrices de la TRA ;
- Séances d'alignement avec les experts désignés de Vodafone ;
- Rapports

01/03/2023 – 31/03/2023

Assistance juridique relative au service « Telco Cloud » : exigences de sécurité du groupe Deutsche Telekom (DTAG) en rapport avec Amazon Web Services (AWS)

Client:

- Groupe Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Experte en Régulation et Réglementation télécommunications et protection des données

Tâches principales:

- Lot 1 : Évaluation des exigences générales pour l'utilisation du service AWS : identification des données qui, conformément aux exigences de sécurité du groupe DTAG, ne doivent pas être traitées dans AWS (Sensitive Customer Data (SCD), German Eyes Only (GEO)), et les données (par exemple, l'interception légale) pour lesquelles la localisation est légalement obligatoire (par exemple pour l'interception légale ; loi sur les télécommunications)



- Lot 2 : Clarification des problématiques de protection des données dans le contexte du AWS Cloud. Évaluation des problèmes identifiés en matière de protection des données dans le contexte du déplacement de données vers le AWS Cloud: évaluation du risque juridique lié à la protection des données du fait que AWS pourrait éventuellement fournir des données personnelles aux autorités américaines ; Évaluation des défis juridiques futurs dans l'hypothèse où des données de télécommunications (données de trafic) seraient stockées sur AWS via la place de marché DTAG, en indiquant ce qu'il faudrait prendre en compte en termes de droit de la protection des données dans ce cas
- Elaboration du rapport d'évaluation juridique

01/01/2023 – 31/01/2023

Élaboration d'un dossier de décision (analyse de rentabilité, « Business Case ») sur le déploiement du haut débit en milieu rural par l'opérateur STC – Évaluation réglementaire

Client:

- Saudi Telecom Company (STC)

Pays:

- Arabie Saoudite (KSA)

Poste occupé:

- Expert Politiques et Cadres Juridiques et Réglementaires

Tâches principales:

- Recherche documentaire, revue et synthèse de la littérature : Plan stratégique du Fonds de service universel (USF) ; législation primaire pertinente, par ex. Loi sur les télécommunications et les technologies de l'information ; législation dérivée pertinente, par ex. Réglementation de l'autorité de régulation (CST) ; d'autres documents pertinents, par ex. éventuels dossiers d'appel d'offres (DAO), document de licence de STC
- Rapport sur l'état des lieux de la réglementation : examen des lois et réglementations pertinentes, identifiant les lois et réglementations susceptibles de s'appliquer au déploiement du haut débit en milieu rural ; la politique de service universel (objectifs, portée, financement, etc.) ; les exigences de la législation primaire ; les exigences de licence et les éventuelles obligations de déploiement ; les éventuelles exigences du DAO ; d'autres exigences du cadre réglementaire existant ; évaluer l'impact sur les modèles économiques possibles pour le haut débit en milieu rural ; identification des principaux facteurs de succès pour un déploiement réussi ; pertinence et probabilités de ces lois et réglementations pour l'analyse de rentabilisation
- Évaluation des risques réglementaires : identification des principales questions réglementaires critiques de l'activité haut débit en milieu rural ; évaluation réglementaire par question ; identification des risques réglementaires éventuels pour un déploiement réussi ; pertinence et probabilités de l'analyse de rentabilisation ; quantification de l'ampleur des risques liés au déploiement du haut débit en milieu rural
- Identification des opportunités réglementaires : Identification du potentiel du cadre réglementaire pour un déploiement réussi du haut débit en milieu rural ; pertinence et probabilités de ces opportunités pour l'analyse de rentabilisation ;
- Recommandations, y compris des mesures à prendre pour atténuer les risques identifiés et des mesures à prendre pour exploiter les opportunités identifiées.
- Rapport d'analyse réglementaire, couvrant le cadre juridique et réglementaire ainsi que les exigences du DAO en ce qui concerne le déploiement du haut débit en milieu rural et les recommandations indicatives

01/12/2022 – 31/01/2023

Évaluation du marché des tours de télécommunications (TowerCo) au Bénin – Évaluation réglementaire

Client:

- Société Financière Internationale(SFI)

Pays:

- Allemagne et Bénin

Poste occupé:

- Expert Politiques et Cadres Juridiques et Réglementaires

Tâches principales:

- Recherche documentaire, revue et synthèse de la littérature
- Rapport sur l'état des lieux de la réglementation : examen des lois et réglementations pertinentes, identifiant les lois et réglementations susceptibles de s'appliquer aux sociétés de tours de télécommunications (« tower company », TowerCo) ; identification des conditions dans lesquelles les activités de TowerCo peuvent être réalisées ; l'identification de toute réglementation spécifique en matière de télécommunications, actuelle ou en attente, qui s'applique à l'autorisation ou à l'exploitation de TowerCo ; identification, dans la mesure du possible, des autorisations administratives et des permis nécessaires à l'acquisition de sites et à la construction de tours/ microcellules ; identification des coûts réglementaires probables qui en découleront ; applicabilité des lois ou réglementations télécoms qui imposent l'accès aux droits de passage (ou aux sites) sur des terrains publics et

privés aux TowerCo ; détermination de la mesure dans laquelle les lois et réglementations relatives au partage des infrastructures peuvent s'appliquer ou influencer le fonctionnement des TowerCos ; résumer et classification des principales barrières à l'entrée sur le marché de TowerCos

- Évaluation des risques réglementaires : identification des questions réglementaires essentielles à l'activité TowerCo (accent sur le régime d'autorisation) ; évaluation réglementaire par question ; quantification de l'ampleur du risque pour l'activité TowerCo
- Identification des opportunités réglementaires : identification du potentiel du cadre réglementaire pour l'activité TowerCo.
- Recommandations, y compris des mesures à prendre pour atténuer les risques identifiés et des mesures à prendre pour exploiter les opportunités identifiées.
- Rapport sur le cadre juridique et réglementaire des télécommunications en ce qui concerne les TowerCo, les barrières à l'entrée sur le marché et les recommandations indicatives

01/03/2022 – 31/08/2022

Cadre réglementaire pour les centres de données et les services de cloud computing (DCCC) au Sultanat d'Oman

Client:

- Autorité de régulation des télécommunications (TRA) Oman

Pays:

- Allemagne et Sultanat d'Oman

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Politiques et Cadres Juridiques et Réglementaires

Tâches principales:

- Examen des documents pertinents, en particulier le projet de règlement DCCC existant, la dernière stratégie gouvernementale en matière de TIC.
- Évaluation réglementaire et identification des éventuelles lacunes et difficultés de mise en œuvre
- Revue des pratiques internationales en matière de réglementation de DCCC (benchmark international)
- Examen des pratiques internationales sur les frais réglementaires pour l'opération du DCCC (benchmark international)
- Rapport d'examen du projet de règlement pour DCCC et des lois, réglementations et documents politiques nationaux pertinents à prendre en compte
- Identification des modifications à apporter pour un projet de règlement DCCC orienté vers l'avenir
- Rédaction réglementaire, y compris le règlement DCCC révisé intégrant les modifications nécessaires au projet de règlement DCCC existant et l'examen technique
- Rapport et présentation de la direction de TRA

01/05/2022 – 31/05/2022

Analyse et révision de la législation et de la réglementation du numérique, avec un accent particulier sur les plateformes numériques

Client:

- European Mediterranean Regulators Group (EMERG = autorités de régulation de 23 pays), s/c ADCOM (autorité de régulation d'Italie), Naples, Italie

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Chef de Projet et Expert en Régulation Numérique

Tâches principales:

- Analyse et préparation de la présentation aux participants
- Caractéristiques essentielles de la phase de la révolution industrielle en cours
- Description conceptuelle des services numériques et de la régulation du numérique
- Principaux éléments constitutifs du secteur du numérique : rôle facilitateur de l'environnement juridique/réglementaire
- Aperçu de certaines initiatives réglementaires internationales pour le secteur numérique
- Aperçu des initiatives réglementaires en cours dans l'UE pour le secteur numérique : règlement sur les services numériques (DSA), règlement sur les marchés numériques (DMA), règlement sur la gouvernance des données (DGA) et règlement sur les données (DA).
- Autres initiatives internationales en cours pour la régulation du numérique (Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis)
- Implications pour le secteur des communications électroniques, en particulier le rôle futur des autorités nationales de régulation
- Présentation et animation de l'atelier / session de questions-réponses / aspects clés à retenir.



01/04/2021 – 31/05/2022

Transformation opérationnelle et assurance qualité : Renforcement de l'agilité et la flexibilité entrepreneuriales de l'entreprise - Contrats internationaux

Client:

- T-Systems GmbH

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Etat des lieux : analyse de la situation en l'état concernant les contrats clients et fournisseurs externes de TSI.
- Études de cas : examen des options pertinentes de résiliation des contrats fréquemment utilisées par les clients externes
- Évaluation des contrats concernant les 20+1 principaux clients externes (y compris la logique de contrat, les clauses d'ajustement des prix, les garanties maison mère)
- Interaction avec des avocats externes par rapport au et examen du document de recueil d'informations juridiques
- Préparation du matériel pertinent pour les communications internes (employés) et externes (clients externes)

01/11/2021 – 31/01/2022

Assistance du Ministère (MDTU) à la politique numérique du pays

Client:

- Commission Européenne (bénéficiaire : Ministère de la Transformation numérique de l'Ukraine (MDTU))

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Régulation du Numérique et Transformation Organisationnelle

Tâches principales:

- Assistance au Ministère (MDTU) dans la mise en œuvre des engagements nationaux de l'Ukraine envers l'UE au titre de l'appendice XVII-3 de l'accord AA/DCFTA (annexe sur les communications électroniques) et dans l'amélioration de la capacité du MDTU dans le domaine de la politique du numérique
- Evaluation de la structure organisationnelle du MDTU et de son adéquation pour remplir son mandat suivant de la loi sur les communications électroniques et les engagements en vertu de l'annexe XVII-3 de l'accord AA/DCFTA
- Analyse comparative de la structure organisationnelle des ministères en charge du numérique de certains États membres de l'UE, analyse des écarts et recommandations pour le MDTU
- Revue des actes communautaires de l'UE à transposer dans le droit national Ukrainien suivant l'annexe XVII-3 de l'accord AA/DCFTA
- Diagnostic des compétences existantes dans les départements pertinents et au sein du personnel et évaluation des compétences nécessaires
- Recommandations des mesures et ajustements pour renforcer les capacités du personnel du MDTU
- Rapports et présentation

01/10/2021 – 30/11/2021

Analyse et revue des législations et réglementations du numérique, avec un accent particulier sur les plateformes numériques

Client:

- European Mediterranean Regulators Group (EMERG = autorités de régulation de 23 pays), s/c ADCOM (autorité de régulation d'Italie)

Pays:

- Allemagne et Italie

Poste occupé:

- Chef de Projet et Expert Régulation du Numérique

Tâches principales:

- Gestion globale du projet
- Caractéristiques essentielles de la phase en cours de la révolution industrielle
- Comprendre l'écosystème du numérique : chaîne de valeur et parties prenantes concernées
- Description conceptuelle des services numériques et de la régulation numérique
- Principaux éléments constitutifs du secteur numérique : rôle facilitateur de l'environnement juridique/réglementaire



- Législation/Réglementation des services numériques dans l'UE ; Aperçu des 4 projets de règlement de l'UE : Règlement sur les services numériques (DSA), Règlement sur les marchés numériques (DMA), Règlement sur la gouvernance des données (DGA) et Règlement sur les données (DA) ; aperçu des initiatives en cours
- Autres initiatives internationales en cours pour la régulation numérique (Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis)
- Implications pour le secteur des communications électroniques, en particulier le rôle futur des autorités nationales de régulation
- Présentation et animation de l'atelier / session de questions-réponses

01/06/2021 – 30/09/2021

Assistance au développement de l'activités d'opérateur de réseaux mobiles virtuels (MVNO) de télécommunications

Client:

- POST Luxembourg

Pays:

- Allemagne et Luxembourg

Poste occupé:

- Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Cadre réglementaire pour les activités MVNO
- Analyse du cadre réglementaire pour les activités MVNO
- Analyse des obligations légales/réglementaires liées aux MVNO
- Mise en place du cadre de négociation et modification des accords MVNO
- Législation européenne concernant l'accès de gros à l'itinérance et l'identification des obligations de l'entreprise
- Implications juridiques/réglementaires de l'état actuel des négociations
- Révision et ajustement des accords MVNO, intégrant les principales dispositions manquantes pour garantir les intérêts commerciaux de l'entreprise et le respect de la législation en vigueur

01/04/2021 – 31/07/2021

Etude de la Législation/Réglementation du numériques dans l'UE

Client:

- Groupe Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Régulation du Numérique

Tâches principales:

- Examen et évaluation critique des initiatives de réglementation du numérique de l'UE en cours (DSA, DMA, DGA et DA) et identification des opportunités et axes d'action pour l'opérateur
- Législation/Réglementation des services numériques dans l'UE ; Aperçu des 4 projets de règlement de l'UE : Règlement sur les services numériques (DSA), Règlement sur les marchés numériques (DMA), Règlement sur la gouvernance des données (DGA) et Règlement sur les données (DA) ; aperçu des initiatives en cours
- Autres initiatives internationales en cours pour la régulation numérique (Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis)
- Examen et évaluation critique de ces initiatives et identification des insuffisances
- Etude de cas à partir de quelques dispositions phares du projet de DMA
- Identification des opportunités d'affaires et axes d'action pour l'opérateur
- Atelier d'échange avec la Direction Financière de l'entreprise sur les résultats des analyses

01/11/2020 – 31/12/2020

Assistance relative à la politique et à la réglementation du spectre en Georgie : stratégie de lobbying pour l'utilisation du spectre

Client:

- TV Sarpi LLC, Géorgie (Entreprise géorgienne fournissant des services de diffusion TV)

Pays:

- Allemagne et Géorgie

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert en Stratégie Réglementaire

Tâches principales:

- Analyse de la réglementation européenne pertinente et identification des opportunités d'affaires pour l'entreprise



- Étude de cas sur la compensation dans les pays de l'UE en raison du réaménagement du spectre (« Spectrum refarming »)
- Recommandation de mesures d'action envers les autorités compétentes

01/10/2019 – 31/01/2021

Elaboration d'un nouveau cadre législatif et réglementaire devant régir le secteur de l'économie numérique en Afrique de l'Ouest (UEMOA/CEDEAO)

Client:

- Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso (DUE) (bénéficiaires : Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO)

Pays:

- Allemagne et Burkina Faso

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Gestion globale du projet;
- Etat des lieux et relecture des textes communautaires adoptés par les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- Panorama des grands enjeux de l'économie numérique sur le plan technologique, réglementaire, économique et particulièrement en termes de législation fiscale ;
- Analyse comparative internationale (benchmark) des réponses réglementaires aux évolutions technologiques dans le monde
- Proposition du meilleur outil juridique pour le nouveau cadre législatif et réglementaire communautaire devant régir l'économie numérique (UEMOA/CEDEAO) ;
- Proposition d'un schéma d'élaboration du nouveau cadre législatif et réglementaire communautaire, faisant ressortir les textes communautaires actuels à adapter et les textes à élaborer ;
- Documentation bibliographique sous format électronique ;
- Consultation écrite (document et rapport de consultation) et impliquant les points focaux des Etats Membres UEMOA/CEDEAO;
- Elaboration d'un Avant-projet du nouveau cadre législatif et réglementaire communautaire devant régir le secteur de l'économie numérique en Afrique de l'Ouest (UEMOA/CEDEAO) ;
- Animation d'un atelier régional de validation de l'avant-projet du nouveau cadre législatif et réglementaire communautaire, atelier réunissant les experts des Etats Membres et les différentes parties prenantes, de concert avec les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ;
- Document séparé accompagnant l'avant-projet du nouveau cadre législatif et communautaire présentant des thèmes à considérer plus tard par les Commissions UEMOA/CEDEAO pour des textes communautaires additionnels, assortie d'une synthèse des principes directeurs qui devraient en encadrer le contenu

01/05/2019 – 31/08/2019

Accès Internet dans les trains à grande vitesse: faisabilité du dégroupage de l'accès Internet «local Internet breakout » entre le train et la terre ferme

Client:

- Deutsche Bahn (DB) Systel GmbH

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Identification du potentiel pour améliorer l'expérience client et réaliser des économies grâce à une gestion alternative du trafic Internet
- Identification des modèles de trafic Internet le long du paysage de l'infrastructure ferroviaire (WifionICE)
- Présentation de cas d'utilisation
- Identification des options techniques pour le dégroupage de l'accès Internet dans les trains
- Analyse de faisabilité technique
- Faisabilité juridique des options identifiées de «local Internet breakout » tant d'un point de vue contractuel que purement juridique
- Recommandations et prochaines étapes

01/09/2017 – 31/12/2018

Mise en oeuvre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'UE dans l'entreprise

Client:

- Autostadt GmbH

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Chef de Projet/ Expert Juridique et Règlementaire, Coordinateur de Protection des Données

Tâches principales:

- Expert en régulation UE sur la protection des données: assistance à tous les départements en ce qui concerne les exigences du RGPD dans le traitement des données personnelles dans l'entreprise
- Accompagnement de l'entreprise tout au long du processus de mise en œuvre de toutes les exigences du RGPD en matière de protection des données avant la date limite du 25.05.2018
- Coordination de l'état des lieux (pratiques de traitement des données de l'entreprise dans tous ses segments d'activité, ses processus et systèmes informatiques)
- Coordination des registres des activités de traitement des données, évaluation juridique, identification des mesures pertinentes pour garantir la conformité au RGPD, priorisation des mesures et processus clés du RGPD à mettre en œuvre d'ici le 25.05.2018 (date limite)
- Coordination de la mise en œuvre des mesures urgentes (registres des activités de traitement des données, consentements pertinents, contrats de traitement des données, processus clés du RGPD, etc.)
- Accompagnement de l'entreprise tout au long du processus de mise en œuvre de toutes les exigences du RGPD en matière de protection des données après la date limite du 25.05.2018
- Hiérarchisation des mesures et calendrier de mise en œuvre, coordination des mesures pour peaufiner tous les processus RGPD, conception d'un outil de suivi intégré basé sur des formules
- Conception d'un système de gestion de la protection des données (DSMS) basé sur Excel et facile à utiliser, suivi des développements (débat, orientations des autorités et jurisprudence), interaction avec les avocats externes de l'entreprise, évaluation juridique au regard des questions critiques affectant les activités quotidiennes de l'entreprise, facilitation de l'appropriation du personnel concerné, rapports sur l'état de mise en œuvre

01/06/2017 – 31/08/2017

Etude benchmark sur les tarifs réglementés d'accès aux gaines dans le réseau d'accès des opérateurs historiques

Client:

- Groupe Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Chef de Projet/ Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Réalisation d'une étude de benchmark incluant 6 pays sur les tarifs réglementés d'accès aux gaines dans le réseau d'accès des opérateurs historiques. En utilisant la situation réglementaire en Allemagne comme référence, l'étude visait à déterminer si différentes approches de tarification des gaines sont mises en œuvre dans les 6 pays d'Europe occidentale considérés
- Elaboration et présentation d'une méthodologie de benchmark en 4 étapes ;
- Identification de 6 pays de référence pertinents en interaction avec le Client ;
- Proposition et alignement sur les critères de référence pour le benchmark
- Revue des offres d'accès de référence pertinentes des opérateurs historiques ainsi que des décisions réglementaires pertinentes dans chaque pays de référence
- État des lieux des tarifs réglementés d'accès aux conduits dans chacun des pays de référence, suivi d'une analyse comparative
- Analyse des écarts, en utilisant comme référence la tarification réglementaire de l'accès aux gaines en Allemagne
- Identification des messages clés et des recommandations

01/11/2016 – 31/07/2017

Assistance réglementaire : Offre de référence pour le déploiement de la technologie de vectorisation VDSL (« vectoring »)

Client:

- Groupe Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Chef de Projet/ Expert Juridique et Règlementaire



Tâches principales:

- Exécution de l'arrêté réglementaire compte tenu du déploiement par DTAG de la vectorisation
- Coordination de la rédaction de 5 offres de référence traitant des obligations d'accès, etc.
- Examen des commentaires des concurrents sur les projets d'offres de référence de DTAG
- Gestion de la préparation interne des réponses de la DTAG aux commentaires des concurrents : Coordination de la contribution de tous les services concernés au sein de DTAG
- Assistance lors d'audiences publiques avec l'autorité de régulation (BnetzA) et les concurrents de la DTAG
- Affinement de la réponse de l'entreprise : Interaction avec les avocats externes, intégration des instructions de la BnetzA et soumission

01/03/2017 – 31/05/2017

Étude benchmark – Meilleures pratiques internationales

Client:

- Ministère de l'Économie et du Plan (MEP) du Royaume d'Arabie Saoudite

Pays:

- Allemagne et Royaume d'Arabie Saoudite

Poste occupé:

- Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Réalisation d'une étude benchmark afin d'identifier les meilleures pratiques en matière de mise en place de ministères de l'économie dans 4 pays sélectionnés ;
- Elaboration et présentation d'une méthodologie de benchmark en 4 étapes ;
- Identification des 4 pays de référence pertinents en interaction avec le Client ;
- Suggestion et alignement sur les critères de référence pour le benchmark ;
- Rapport d'état des lieux de la mise en place des ministères de l'économie dans chacun des pays de référence, et analyse comparative
- Analyse des écarts, en utilisant comme référence la configuration du Ministère saoudien de l'Économie et du Plan (MEP)
- Identification des enseignements tirés et recommandations

01/03/2016 – 31/08/2016

Assistance à la transformation opérationnelle de l'entreprise

Client:

- Djibouti Telecom

Pays:

- Djibouti

Poste occupé:

- Chef de Projet

Tâches principales:

- Transformation opérationnelle de l'entreprise (y compris ventes/marketing, réseaux, systèmes informatiques, ressources humaines/organisation et processus) d'une activité de télécommunications traditionnelle vers une activité tout IP.
- Analyse de la situation et présentation des gains rapides (« quick-wins »)
- Stratégie et feuille de route de transformation de l'entreprise
- Dossier de décision ("business case")
- Première étape de la mise en œuvre : assistance au processus d'appel d'offres international pour l'approvisionnement de sous-système multimédia IP (IMS) - sélection d'équipementier pour les infrastructures du réseau central IP

01/03/2016 – 30/04/2016

Assistance à l'introduction de modèles opérationnels transnationaux intégrés

Client:

- Vimpelcom

Pays:

- Allemagne / Pays-Bas

Poste occupé:

- Expert en Politiques Publiques, Lobbying et Réglementation

Tâches principales:

- Stratégie de lobbying pour la transformation opérationnelle de l'entreprise
- Facilitation de l'introduction de modèles opérationnels transnationaux intégrés



- Accompagnement de l'opérateur dans la préparation d'un scénario de transformation opérationnelle en ce qui concerne les discussions à venir de l'entreprise avec les gouvernements de tous ses pays d'opération
- Identification de la contribution de l'entreprise au développement du secteur et du pays
- Modèles opérationnels existants dans tous les pays d'opération
- Elaboration d'un « jeu de décision » sur la base des domaines de préoccupation possibles pour les gouvernements de tous les pays d'opération de l'entreprise
- Formulation de la démarche à adopter par l'entreprise sur les questions de politique publique

01/01/2014 – 28/02/2016

Révision du cadre réglementaire des redevances réglementaires et consultation publique avec les opérateurs

Client:

- Autorité de régulation télécom (TRA)

Pays:

- Bahreïn

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Régulation

Tâches principales:

- Analyse de la situation : étude de marché, benchmark international, analyse de la demande et des coûts ;
- Examen de l'Ordonnance existante sur les redevances réglementaires, analyse des lacunes et ajustements
- Rédaction d'une nouvelle Ordonnance sur les redevances dans le secteur des télécoms ;
- Élaboration d'un document de consultation et lancement du processus de consultation publique;
- Revue des contributions et commentaires des parties prenantes du secteur en rapport avec le document de consultation (étape Q&A) ;
- Rédaction de la réponse de la TRA aux commentaires des parties prenantes (« position statement ») ;
- Rédaction du rapport de consultation en 2 versions (version publique et non publique) ;
- Atelier des parties prenantes
- Intégration des résultats de la consultation publique et Finalisation de l'Ordonnance sur redevances réglementaires, en 2 versions (version publique et non publique) ;
- Analyse d'impact financier avec 3 scénarios
- Recommandation d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la nouvelle Ordonnance

01/11/2015 – 31/12/2015

Assistance relative à l'organisation et aux missions d'un département des affaires réglementaires (« département AR ») au sein de l'entreprise

Client:

- Opérateur historique télécoms (confidentiel)

Pays:

- Pays du Moyen-Orient (confidentiel)

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Régulation

Tâches principales:

- Description des principales tâches du département AR
- Principales questions réglementaires à l'ordre du jour d'un département AR
- Conception de la structure organisationnelle du département
- Définition des domaines d'interaction avec les autres départements
- Description du profil de tâches pour chaque poste du département AR
- Atelier avec le personnel désigné du client pour une interaction sur les livrables

01/11/2015 – 30/11/2015

Assistance du gouvernement au déploiement d'un réseau à fibre optique (FO) et à la sélection d'équipementiers

Client:

- Ministère de la Poste et de l'Economie Numérique - MPEN

Pays:

- Togo

Poste occupé:

- Chef de Projet

Tâches principales:

- Revue des types de câbles à fibre optique monomodes (monomodales)



- Attributs des câbles à fibre optique monomodes suivant les normes UIT-G.652
- Comparaison des types de fibres optiques
- Attributs des câbles à FO indispensables pour les tests
- Appui à l'identification de fournisseurs appropriés - Interaction avec les fournisseurs de fibres concernés pour la sélection des fournisseurs

01/10/2015 – 30/11/2015

Assistance à la conception d'une approche de sécurisation des revenus

Client:

- Télécel (opérateur mobile)

Pays:

- Burkina Faso

Poste occupé:

- Chef de Projet

Tâches principales:

- Identification des principales sources de fuite de revenus dans l'entreprise
- Méthodologie d'analyse qualitative du niveau de maturité de la sécurisation des revenus
- Aperçu de l'appui nécessaire pour l'opérateur en la matière
- Séquence d'actions à mettre en œuvre
- Conditions préalables au succès
- Présentation au PDG et discussion sur les prochaines étapes

01/04/2015 – 30/06/2015

Appui à la rédaction d'un document de licence de télécommunications mobiles

Client:

- Opérateur historique télécoms (confidentiel)

Pays:

- Pays du Moyen-Orient (confidentiel)

Poste occupé:

- Expert Juridique et Règlementaire / Processus de Licence

Tâches principales:

- Revue du cadre réglementaire pertinent à la licence (loi Télécoms, décret, etc.)
- Analyse du régime juridique d'exclusivité applicable à l'entreprise
- Accent particulier sur le régime de licences existant dans le pays
- Projet de document de licence composé d'une licence (document principal) et d'un cahier des charges (pièce jointe)
- Atelier de validation avec l'équipe juridique et réglementaire de l'entreprise
- Identification des ajustements à apporter au projet de document de licence
- Consolidation des documents de licence (intégration des ajustements convenus)

01/04/2015 – 31/05/2015

Assistance stratégique du gouvernement en matière de réseaux de communications électroniques à haut débit : révision du contrat de fournisseur

Client:

- Ministère de la Poste et de l'Economie Numérique - MPEN

Pays:

- Togo

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Évaluation des aspects juridiques et techniques du contrat et ajustements
- Conseils et recommandations juridiques
- Version consolidée du projet d'avenant au contrat, intégrant les ajustements techniques et juridiques identifiés,
- Rapport de révision soutenant la version consolidée du projet d'avenant au contrat
- Finalisation des livrables, intégration des observations du ministère

01/02/2014 – 30/04/2014

Revision du cadre réglementaire régissant l'utilisation des fréquences radioélectriques en Côte d'Ivoire



Client:

- Autorité de Régulation des Télécoms de Côte d'Ivoire (ARTCI)

Pays:

- Côte d'Ivoire

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique et Règlementaire

Tâches principales:

- Cadre réglementaire régissant l'utilisation des fréquences radioélectriques en Côte d'Ivoire
- Etat des lieux national : analyse de la situation, identification des forces et faiblesses, recommandation d'amendements
- Benchmark international sur les principes économiques de calcul des frais d'utilisation du spectre radioélectrique
- Elaboration de modèles financiers de détermination des paiements réglementaires
- Elaboration d'un avant-projet de décret à adopter en Conseil des Ministres
- Elaboration d'un document détaillé

01/02/2013 – 31/01/2014

Stratégie nationale haut débit, plan d'actions et outils de régulation pour sa mise en oeuvre

Client:

- Ministère de la Communications et des Technologies de l'Information et de la Communication (MCTIC)

Pays:

- Bénin

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Réglementaire et Stratégie Haut Débit

Tâches principales:

- Etat des lieux des technologies d'accès au réseau large bande au Bénin et identification des contraintes actuelles
- Etat des lieux réglementaire et identification des contraintes réglementaires au déploiement du haut débit et benchmark international
- Analyse des coûts et de la structure des coûts, recommandation d'une structure tarifaire vers des services haut débit abordables
- Modèles de gouvernance de l'infrastructure nationale haut débit, y comprises les options PPP de création d'une entité nationale d'exploitation (Groupement d'Intérêt économique – GIE), et recommandation du modèle pertinent pour le Bénin
- Elaboration d'une stratégie nationale du haut débit
- Rédaction d'une feuille de route stratégique de mise en oeuvre de la stratégie haut débit
- Identification et définition d'un cadre réglementaire de l'accès au haut débit y compris développements de textes réglementaires pour la Société de l'Information
- Atelier de restitution avec toutes les parties prenantes pour échange sur la stratégie

01/10/2013 – 31/12/2013

Étude de faisabilité pour un réseau d'infrastructures TIC à large bande transfrontalier en Afrique centrale (espace CEEAC)

Client:

- Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)

Pays:

- Afrique du Sud

Poste occupé:

- Expert Juridique-Réglementaire et Stratégie Haut Débit

Tâches principales:

- Etat des lieux, y compris la réunion des parties prenantes dans 7 pays CEEAC concernés
- Faisabilité réglementaire d'une infrastructure fibre optique haut débit transfrontalière
- Examen du marché du transfert de données national et transnational
- Examen de l'infrastructure haut débit nationale et transfrontalière existante
- Évaluation de l'approche des pays en matière de propriété et de gestion de l'infrastructure de connectivité à large bande

01/07/2013 – 31/07/2013

Evaluation des conditions légales et réglementaires d'accès FTTH (fibre jusqu'à l'abonné) en interne (réglementation NGA)

Client:

- Confidentiel

Pays:

- Confidentiel

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique et en Réglementation NGA (accès FTTx)

Tâches principales:

- Evaluation des conditions légales et réglementaires d'accès FTTH (fibre jusqu'à l'abonné) en interne (réglementation NGA)
- Illustration de la topologie technique des accès internes FTTH
- Benchmark international sur les pratiques réglementaires pour l'accès interne FTTH
- Identification des principaux domaines d'action réglementaires en faveur du déploiement interne du FTTH
- Défis des principaux opérateurs, options réglementaires stratégiques et facteurs clés de succès

01/11/2012 – 30/04/2013

Cadre réglementaire pour la promotion de la concurrence pour les services de transmission de radiodiffusion en Thaïlande

Client:

- Commission Nationale de l'Audiovisuel et des Télécommunications – NBTC (régulateur)

Pays:

- Thaïlande

Poste occupé:

- Expert Règlementaire

Tâches principales:

- Législation et réglementations pertinentes à prendre en compte pour la définition du marché, l'analyse du marché et la désignation SMP (opérateurs dominants) en Thaïlande.
- Étude comparative internationale (benchmark) relative à la régulation de la concurrence pour les services de transmission de radiodiffusion
- Analyse des écarts, identification des enseignements tirés et recommandations
- Définition des marchés pertinents de détail et de gros pertinents de la radiodiffusion et de la télévision en Thaïlande
- Analyse du marché et évaluation du niveau de concurrence sur les marchés de détail et de gros définis, identification des faiblesses de la concurrence
- Identification des opérateurs dominants (SMP) et des mesures visant à corriger les défaillances du marché
- Atelier de consultation publique avec les parties prenantes sur la définition du marché et évaluation
- Projet de notification relative aux marchés pertinents, à l'état de la concurrence et à la désignation des opérateurs SMP
- Evaluation d'impact règlementaire : Evaluation de l'impact de l'intervention règlementaire prévue sur le marché

01/02/2013 – 28/02/2013

E-services, E-Government et cloud computing : Etude de l'influence sur les besoins et la croissance du haut débit en Afrique

Client:

- Conférence débat

Pays:

- Afrique du sud

Poste occupé:

- Expert Télécoms, Haut Débit et Régulation / Conférencier Principal et Panéliste

Tâches principales:

- Conférencier, présentation et débat avec les acteurs du secteur (opérateurs télécoms, FAI, fournisseurs d'applications, autorité de régulation, ministère télécoms)
- Décryptage du concept de l'e-services (services électroniques), de l'e-gouvernement et du cloud computing
- Différentes phases de développement de l'E-gouvernement
- Comprendre le haut débit dans le contexte africain et en tant qu'« écosystème »
- Pratique du cloud et de l'e-services en Afrique (niveau d'adoption en Afrique, contraintes, l'index de développement de l'e-gouvernement (EGDI)) ;
- Problèmes de bande passante comme condition préalable aux services électroniques et aux abonnements
- E-services comme moteur du déploiement et de l'expansion du haut débit en Afrique
- Défis réglementaires des activités cloud et haut débit



01/10/2012 – 31/10/2012

Réglementation sur la protection des consommateurs dans le secteur des télécommunications

Client:

- Commission Nationale de l'Audiovisuel et des Télécommunications – NBTC (régulateur)

Pays:

- Thaïlande

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Justification de la protection des consommateurs dans le secteur des télécommunications, instruments réglementaires pour une autorité de régulation, étapes clés de la réglementation des télécommunications dans l'UE et en France
- Lois et réglementations sur la protection des consommateurs en France (lois et réglementations pertinentes, cas précédent en matière de consommation)
- Institutions/organismes impliqués dans la protection des consommateurs dans le secteur des télécoms en France
- Études de cas sur la protection des consommateurs dans le secteur des télécommunications
- Meilleures pratiques internationales
- Partage d'expérience avec l'Autorité française de la concurrence (DGCCRF), l'Autorité de régulation française (ARCEP) et une organisation des utilisateurs des télécoms (AFUTT)

01/10/2012 – 31/10/2012

Évaluation de l'opérateur mobile (Tunisiana) en préparation à la prise de décision de l'investisseur

Client:

- Société Libyenne des Postes, Télécommunications et Technologies de l'Information (LPTIC)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Due diligence juridico-réglementaire de Tunisiana
- Conditions juridiques et réglementaires pour les opérations mobiles de Tunisiana en Tunisie (réglementation des licences et de la concurrence, réglementation du dégroupage et de l'interconnexion de la boucle locale, réglementation du service universel et de la portabilité des numéros mobiles, réglementation de l'itinérance et du spectre, réglementation du partage d'infrastructure et des opérations mobiles virtuelles « MVNO », obligations de déploiement et réglementation des frais réglementaires, passerelle internationale (IGW) et transport national, régulation des prix de détail et de gros)
- Évaluation des opportunités et des risques réglementaires

01/10/2012 – 31/10/2012

Assistance à l'autorité de régulation de Thaïlande (NBTC) sur le service universel et les questions de gestion du fonds de service universel télécoms

Client:

- Commission Nationale de l'Audiovisuel et des Télécommunications – NBTC (régulateur)

Pays:

- Thaïlande

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire et Services Universels

Tâches principales:

- Revue de la réglementation des services universels (US) et gestion du fonds de service universel dans le secteur des télécoms
- Les essentiels du service universel au niveau de l'UE et en France
- Jalons et acteurs clés du cadre réglementaire du service universel en France
- Aspects opérationnels du dispositif du service universel en France
- Partage d'expérience avec le Ministère français du redressement productif (en charge des télécommunications) et avec l'Autorité de régulation des télécoms (ARCEP)

01/09/2012 – 30/09/2012

Assistance à la conception d'une stratégie d'attribution de licence



Client:

- Confidentiel

Pays:

- Confidentiel

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert en matière juridique, réglementaire et de licences

Tâches principales:

- Stratégie d'attribution de licence
- Stratégie de licence pour de nouveaux opérateurs sur le marché mobile
- Structure d'un processus d'appel d'offres à 4 phases
- Projet de dossier d'appel d'offres (DAO, termes de référence, cahier des charges, mémorandum d'information, projet d'accord de licence)
- Processus d'octroi de licence, conception des enchères et règles d'enchères
- Pierres angulaires du soutien post-attribution au gouvernement

01/07/2012 – 31/07/2012

Assistance à l'autorité de régulation de Thaïlande (NBTC) sur les questions de qualité des services (QoS)

Client:

- Commission Nationale de l'Audiovisuel et des Télécommunications – NBTC (régulateur)

Pays:

- Thaïlande

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Réglementation de la qualité des services (QoS)
- Introduction à l'Union européenne, cadre réglementaire relatif à la qualité de service (QoS) dans l'UE et aux USA
- Benchmark international des mécanismes de suivi de la QoS dans 5 pays de l'UE (Allemagne, France, Pays-Bas, Espagne et Royaume-Uni)
- Benchmark international des mécanismes de suivi de la QoS dans 4 pays d'Europe de l'Est
- Session interactive avec études de cas

01/02/2012 – 30/09/2012

Assistance d'un investisseur au processus de licences MVNO (opérateur mobile virtuel) pour la mise en œuvre d'une activité MVNO

Client:

- FAL Holdings

Pays:

- Royaume d'Arabie Saoudite (KSA)

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire et MVNO

Tâches principales:

- Assistance au processus de licences MVNO (opérateur mobile virtuel) pour la mise en œuvre d'une activité MVNO
- Contribution à la consultation publique sur le projet d'orientations réglementaires émises par le CITC (régulateur)
- Shortlist de partenaires potentiels pour une activité MVNO avec le Client (FAL)
- Conception d'un projet de protocole d'accord contraignant à signer par le client et le partenaire MVNO international identifié
- Rédaction d'un accord préliminaire MVNO (wholesale services) à signer avec l'opérateur de réseau hôte de choix
- Suivi des négociations sur un MoU contraignant du Client avec le partenaire MVNO international choisi
- Négociations sur un accord MVNO préliminaire (services de gros) du client avec l'opérateur de réseau mobile hôte de choix

01/04/2011 – 30/06/2012

Assistance du gouvernement pour l'octroi d'une 3ème licence télécom mobile

Client:

- Ministère des Télécoms

Pays:

- Pays du Moyen Orient (confidentiel)



Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire et Licences

Tâches principales:

- Processus de licence pour l'introduction d'un troisième opérateur mobile dans le pays
- Consultation publique (séance de questions-réponses avec les candidats pré-qualifiés au sujet du dossier d'appel d'offres)
- Appui du Ministère à la communication dans le processus
- Évaluation technique des offres techniques des candidats à la 3ème licence mobile
- Recommandation d'une liste de candidats qualifiés et notification aux candidats

01/01/2011 – 30/04/2012

Transformation du contrat Build-Operate-Transfer (BOT) en licences mobiles, valorisation boursière et assistance au processus de licence

Client:

- Ministère des Télécoms

Pays:

- Pays du Moyen Orient (confidentiel)

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire et Licences

Tâches principales:

- Détermination de la valeur de la 3ème licence mobile
- Définition et recommandations de scénarios de décision au ministère
- Restructuration et mise au point du projet de contrat de licence pour le 3ème opérateur
- Affinement du projet d'accord de licence pour la transformation de l'accord BOT avec les 2 opérateurs mobiles existants
- Mise au point du dossier d'appel d'offres pour l'attribution de la 3ème licence mobile

01/10/2011 – 30/11/2011

Conception de stratégies de déploiement du haut débit et définition de modèles de coopération

Client:

- Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Analyse juridique et réglementaire de 2 scénarios de création d'une société nationale de déploiement et de gestion des infrastructures haut débit
- Analyse des modèles régionaux de coopération en matière de haut débit, évaluation qualitative des modèles de coopération en matière de haut débit sélectionnés et recommandations.
- Conception d'une boîte à outils modulaire pour les modèles de coopération régionale (projets d'accords de gros et un ensemble de documents juridiques standardisés)

01/09/2011 – 30/09/2011

Identification d'options pour la création d'une société nationale d'infrastructures à haut débit (FiberCo)

Client:

- Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Revue et commentaire de 2 scénarios possibles pour la création d'une société nationale de déploiement et de gestion des infrastructures haut débit
- Évaluation de la faisabilité juridique et réglementaire de ces options
- Conception de recommandations à la lumière des contraintes résultant de la constitution et du droit de l'UE, en tenant compte de l'expérience internationale en matière de séparation structurelle dans le secteur des télécommunications.



01/06/2010 – 31/03/2011

Assistance à la comptabilité analytique réglementaire et analyse de profitabilité

Client:

- Atlantique Telecom ("Moov")

Pays:

- Côte d'Ivoire, Bénin, Niger, Togo, Gabon, République Centrafricaine

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Comptabilité analytique réglementaire et analyse de profitabilité des filiales du Client dans 6 pays africains (Côte d'Ivoire, Bénin, Niger, Togo, Gabon, République Centrafricaine)
- Analyse du cadre réglementaire dans chacun des 6 pays
- Modélisation des coûts CMILT et analyse de profitabilité des plans tarifaires de chaque filiale
- Stratégie d'interconnexion envers les autorités de régulation de chaque pays
- Transfert de connaissances au personnel désigné de la filiale dans chacun des 6 pays

01/10/2010 – 31/12/2010

Etude de modèles de tarification pour les produits haut débit de gros

Client:

- Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Analyse de la situation concurrentielle sur le marché de gros et de détail des produits haut débit en Allemagne
- Examen des exigences réglementaires pour les systèmes de tarification dans l'UE et en Allemagne
- Analyse économique des ciseaux tarifaires
- Analyse comparative des décisions internationales concernant les tests de ciseaux tarifaires, examen des systèmes de tarification du haut débit, évaluation de l'attractivité économique et de l'applicabilité réglementaire des systèmes de tarification du haut débit examinés.
- Développement de modèles tarifaires alternatifs également applicables à l'ADSL, au VDSL et au FTTH (fibre jusqu'à l'abonné)

01/11/2009 – 31/10/2010

Assistance au Ministère de la Communication pour l'attribution d'une 3ème licence mobile

Client:

- Ministère des Télécoms

Pays:

- Pays du Moyen-Orient (confidentiel)

Poste occupé:

- Chef de Projet / Expert Juridique-Règlementaire et Licences

Tâches principales:

- Analyse de situation (état des lieux) et modélisation financière (étude de marché mobile)
- Options de contrat pour le 3ème opérateur mobile
- Préparation du processus d'appel d'offre et rédaction du dossier d'appel d'offres (DAO)
- Appui marketing et communication dans le processus d'appel d'offres
- Facilitation d'une conférence des investisseurs, préqualification et notifications aux candidats

01/06/2010 – 30/06/2010

Table ronde « Sécurité de l'information et solutions informatiques modernes pour la protection de l'information »

Client:

- Association des Entreprises Européennes (Association of European Business (AEB))

Pays:

- Russie

Poste occupé:

- Expert Droit sur la Protection des Données / Conférencier Principal et Panéliste



Tâches principales:

- Justification de la protection des données, présentation des principaux défis
- Illustration des intérêts des opérateurs versus intérêts des particuliers
- Problématique de la conservation des données dans la réglementation européenne sur les télécommunications
 - Le cas de l'Allemagne

01/12/2009 – 30/04/2010

Assistance juridico-réglementaire en préparation de l'introduction sur le marché des solutions de compteurs intelligents « Smart Metering and Home Management » (SM&HM)

Client:

- Deutsche Telekom Technical Services (DTTS)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique-Réglementaire

Tâches principales:

- Recommandation sur la protection des données pour faciliter l'entrée sur le marché du produit SM&HM
- Analyse de l'ensemble du processus commercial pour établir les lacunes en matière de protection des données, identification des éléments de la chaîne d'approvisionnement (en amont et en aval) à sécuriser du point de vue de la loi sur la protection des données et la vie privée.
- Projet de contrat type (standard) pour le produit SM&HM à utiliser comme modèle dans les parties pertinentes de la chaîne d'approvisionnement (en amont et en aval)
- Projet d'accord contractuel pour le projet pilote en cours

01/12/2009 – 31/03/2010

Projet d'amélioration de la compétitivité technologique : stratégie de déploiement du backbone à fibre optique en Arménie

Client:

- Ministère des Finances

Pays:

- Arménie

Poste occupé:

- Expert Juridique-Réglementaire

Tâches principales:

- Analyse juridique et réglementaire pour promouvoir les réseaux nationaux à haut débit
- Analyse du cadre réglementaire de l'infrastructure de communication de l'Arménie
- Comparaison avec les meilleures pratiques internationales, analyse des lacunes et recommandations sur les questions clés afin de favoriser un « accès ouvert » aux infrastructures
- Identification des aspects réglementaires à améliorer pour favoriser le déploiement des réseaux nationaux à haut débit dans le pays

01/08/2009 – 30/09/2009

Analyse des concepts de promotion des investissements dans le déploiement du haut débit

Client:

- Deutsche Telekom (DTAG)

Pays:

- Allemagne

Poste occupé:

- Expert Juridique-Réglementaire

Tâches principales:

- Comparaison internationale des concepts de promotion des investissements dans le haut débit
- Benchmark international des concepts de promotion de l'accès au haut débit dans 10 pays de l'OCDE
- Revue des approches réglementaires pour la promotion du haut débit, exploitant le soi-disant « dividende numérique » pour améliorer la couverture rurale
- Concepts de séparation structurelle et création d'entreprises nationales de réseaux à haut débit
- Modèles de coopération dans le secteur privé pour promouvoir le haut débit

01/09/2009 – 30/09/2009

Régulation de l'accès aux réseaux de câbles sous-marin

Client:

- Assemblée des Régulateurs de Télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO) et GTZ

Pays:

- Ghana

Poste occupé:

- Expert International et Conférencier

Tâches principales:

- Aperçu des composantes de systèmes de câbles sous-marins
- Description de la réglementation internationale par rapport aux systèmes de câbles sous-marins
- Analyse de la compétence juridique des autorités nationales de régulation sur les différents éléments d'un système de câble sous-marin, l'étendue de la juridiction nationale et des options réglementaires à l'égard de la partie humide et la partie sèche du réseau
- Analyse et présentation de la structure des coûts des systèmes de câbles sous-marins
- Aperçu des catégories de coûts : Coûts de construction, d'exploitation, de maintenance et coûts de mise à niveau, avec accent sur la structure des coûts de la station d'atterrissage du câble.

01/08/2009 – 31/08/2009

Cadre réglementaire pour la promotion du trafic de données mobiles au Nigeria

Client:

- Commission Nationale des communications (NCC)

Pays:

- Nigéria

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Analyse de la situation (état des lieux et actions requises, analyse du cadre réglementaire existant pour le trafic de données mobiles au Nigéria)
- Référence internationale sur le traitement réglementaire des services de données mobiles
- Définition des marchés de gros pertinents pour l'interconnexion et l'accès aux données mobiles
- Analyse des marchés identifiés, désignation des opérateurs dominants (SMP) et identification des mesures correctives
- Définition de scénarios réglementaires et analyse d'impact sur les marchés concernés
- Recommandations sur les approches réglementaires pour promouvoir les marchés émergents des données mobiles au Nigeria

01/06/2009 – 31/07/2009

Assistance d'un investisseur: Due Diligence des deux opérateurs mobiles en préparation à un éventuel premier appel public à l'épargne (PAPE)

Client:

- Société Libyenne des Postes, Télécommunications et Technologies de l'Information (LPTIC)

Pays:

- Libye

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Evaluation des deux opérateurs mobiles libyens (Libyana et Al-Madar) dans l'optique de préparer la décision de la direction générale de la maison mère pour un éventuel premier appel public à l'épargne (PAPE)
- Responsabilité du volet juridico-règlementaire
- Due diligence juridique et réglementaire des 2 opérateurs mobiles
- Analyse de la structure de gestion de l'entreprise mère des 2 opérateurs (le client) ainsi que du cadre réglementaire en vigueur pour les TIC
- Analyse des risques réglementaires relatifs aux 2 opérateurs (risques relatifs à la structure de gestion de l'entreprise mère, au cadre réglementaire, à l'indépendance du régulateur, à l'environnement concurrentiel et l'exigence de convergence, aux questions fiscales)
- Analyse des opportunités, y compris la restructuration envisagée de l'entreprise mère, la réforme envisagée du secteur TIC, le projet d'introduction des principes de licences globales
- Elaboration du rapport due diligence réglementaire

01/04/2009 – 30/04/2009

Assistance à la restructuration du secteur des communications électroniques en Syrie – Réforme sectorielle en vue de l'octroi d'une troisième licence mobile



Client:

- Ministère des Communications et Technologies (MoCT)

Pays:

- Syrie

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire

Tâches principales:

- Analyse du cadre réglementaire des télécoms, y compris le projet de loi de restructuration du secteur télécoms
- Recommandation sur les amendements nécessaires pour rendre le secteur plus attractif dans l'optique de la troisième licence à octroyer
- Benchmark de meilleures pratiques internationales en matière de régulation et recommandations pour la Syrie
- Définitions des options de corporatisation de l'opérateur historique du pays et présentation des avantages/inconvénients
- Contribution à la modélisation financière pour l'évaluation de la valeur de la licence mobile
- Conception des scénarios de transformation des contrats « BOT » des deux opérateurs mobiles existants en licences
- Comparaison des sources de revenue de l'Etat (scénario BOT vs scénario de libéralisation)
- Atelier d'échange avec le Ministre et son équipe

01/11/2008 – 31/12/2008

Préparation et gestion des offres techniques et financières de l'opérateur mobile « Mobifone » pour l'acquisition d'une licence 3G au Vietnam

Client:

- Mobifone (opérateur mobile)

Pays:

- Vietnam

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire / Expert RH&ORG

Tâches principales:

- Volet réglementaire et RH
- Analyse du cadre réglementaire des télécoms au Vietnam et identification des dispositions à considérer pour la négociation de la convention de concession
- Analyse des écarts et définition des indicateurs de performance (KPI) pour l'activité 3G
- Conception organisationnelle et stratégie RH du client dans le secteur 3G
- Plan de ressources humaines lié au segment d'activité 3G envisagé
- Définition des KPIs pour la productivité des employés
- Analyse et projection des besoins en ressources humaines pour les opérations du 3G sur 15 ans
- Elaboration de la stratégie ressources humaines de l'opérateur assortie d'un programme de formation, des approches de rémunérations et de gestion de rendement.
- Rédaction de la partie réglementaire et plan ressources humaines de l'offre technique de Mobifone

01/09/2008 – 30/11/2008

Due Diligence et préparation du dossier de candidature pour l'acquisition d'un opérateur télécoms

Client:

- Vodacom Afrique du Sud

Pays:

- Mali et Afrique du Sud

Poste occupé:

- Expert Juridique-Règlementaire / Expert RH&ORG

Tâches principales:

- Due Diligence et préparation du dossier de candidature dans le cadre du processus d'appel d'offres pour l'acquisition d'une part majoritaire de 51% de l'opérateur télécoms historique au Mali (SOTELMA)
- Due Diligence détaillée des ressources humaines et de l'organisation de Sotelma
- Définition des indicateurs de performance (KPI) pour la productivité des employés, analyse des écarts
- Plan des ressources humaines et conception organisationnelle d'une Sotelma privatisée.
- Plan de transformation et stratégie de gestion du changement
- Scénarios réalisables pour la participation au capital de Sotelma
- Plan social
- Rédaction de la partie RH et organisation du dossier de candidature du client



15/05/2005 – 31/03/2007

Appui dans le suivi-évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté (CSLP)

Client:

- Organisations de la Société Civile (OSC)

Pays:

- Ouagadougou, Burkina Faso

Poste occupé:

- Conseiller Technique au processus de suivi du CSLP / Directeur de Projet

Tâches principales

- Directeur du projet CSLP (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté)
- Appui des structures de la société civile (OSC) dans l'identification des priorités et la formulation de positions communes sur les questions de développement
- Appui dans l'identification des canaux de diffusion de ces positions
- Mise en place d'un cadre de concertation des OSCs pour la coordination de leurs initiatives de suivi/évaluation de la mise en œuvre du CSLP
- Accompagnement des OSCs dans la mise en place de Comités de Suivi à la Base (CSB) des initiatives publiques au niveau local
- Promotion de la collaboration entre OSCs, les médias et autres acteurs (partenaires techniques et financiers)
- Renforcement des capacités et appui des OSCs en gestion et suivi/évaluation des projets
- Formation des OSCs dans l'élaboration de stratégies de plaidoyer/lobbying envers le gouvernement et les donateurs
- Appui technique des OSCs dans l'acquisition des fonds pour les projets